

Subject File
Technical Assistance

80-05 - Public Administration and Annex - Part B

17/11/1952 - 30/04/1966

PLEASE RETAIN
ORIGINAL ORDER

UN ARCHIVES

SERIES S-0728

BOX 31

FILE 4

ACC. DAG-13/1.6.1.00

ANNEX

80-05

REPUBLIQUE DU CONGO

MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE

S T A T U T D E S A G E N T S D E L ' E T A T

Ordonnance N°.147 du 13 juillet 1963.

ERRATA

- Page 28 article 134 1er alinea dernière ligne
lire " articles 20 et 25
au lieu de " articles 21 et 25
- Page 39 article 191 4°/ 2 ligne
lire " les agents auxquels ~~est~~alloué un
traitement "
au lieu de " les agents auxquels sont attachés
un traitement "
- Page 40 article 194 2e alinea
lire " leur ancienneté dans le nouveau grade
est fixée "
au lieu de " leur ancienneté dans le nouveau
grade est fixé "

ROUTING SLIP

TO

Mr Zelleke 230

APPROVAL	NOTE AND RETURN
SEE ME, PLEASE	YOUR COMMENTS
YOUR SIGNATURE	YOUR INFORMATION
NOTE AND FILE	<input checked="" type="checkbox"/> FOR ACTION

Could you please
discuss this with
Galy & prepare a
note outlining
the main changes
contained in this
new statute.

DATE

29/7

FROM

acc.

ORDONNANCE N° 147 DU 13/7/63 PORTANT STATUT
DES AGENTS DE L'ETAT

Le Président de la République,

Vu la Loi Fondamentale du 19 mai 1960, relative aux structures du Congo, spécialement en ses articles 23, alinéa 2, 247 et 248;

Vu l'Arrêté Royal du 13 janvier 1959, portant statut des agents de l'Administration, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété;

Sur proposition du Ministre de la Fonction Publique;

Ordonne :

STATUT DES AGENTS DE L'ETAT.

TITRE I.- De la qualité d'agent de l'Etat, Des cadres et des catégories.

ARTICLE 1er

Est agent de l'Etat toute personne nommée, en stage ou à titre définitif, dans les cadres des agents de l'Etat.

Les cadres des agents de l'Etat, comprenant des cadres généraux et des cadres spéciaux, sont déterminés au tableau I annexé à la présente ordonnance,

Ce tableau détermine également les grades composant les différents cadres et les groupes hiérarchiques en lesquels se subdivisent certains cadres.

ARTICLE 2.-

Le présent statut s'applique à tous les agents de l'Etat.

En ce qui concerne le personnel du cadre des Affaires Etrangères, des cadres de l'Education Nationale et des cadres reconnus comme ayant un caractère technique propre, des dispositions particulières pourront déroger au présent statut dans la mesure où certaines dispositions de celui-ci sont incompatibles avec les nécessités de fonctionnement propres à ces cadres.

ARTICLE 3.-

Les agents de l'Etat sont répartis, suivant les grades dont ils sont revêtus, en cinq catégories :

La première catégorie comprend les agents revêtus d'un grade égal ou supérieur à celui de sous-directeur ou à un grade équivalent;

La 2ème catégorie comprend les agents revêtus des grades de chef de bureau principal, chef de bureau et chef de bureau adjoint ou de grades équivalents à ceux-ci;

La 3ème catégorie comprend les agents revêtus des grades de rédacteur principal, rédacteur et rédacteur adjoint ou de grades équivalents à ceux-ci;

La 4ème catégorie comprend les agents revêtus des grades de commis principal, commis et commis adjoint ou de grades équivalents à ceux-ci;

La 5ème catégorie comprend les agents revêtus des grades de commis auxiliaire principal et de commis auxiliaire ou de grades équivalents à ceux-ci.

Chapitre II.- Des agents contractuels.

ARTICLE 4.-

Des agents peuvent être engagés par contrat soit dans les conditions déterminées à l'article 22 soit pour occuper des emplois non pourvus par des membres du personnel des cadres.

L'engagement du personnel contractuel est toujours subordonné à un concours ou à un test d'admission dans les conditions déterminées par le Ministre de la Fonction Publique.

Sous réserve des dispositions légales sur le contrat de louage de services, la situation des agents contractuels est fixée par leur acte d'engagement.

TITRE II.- DES DEVOIRS ET INCOMPATIBILITES.

ARTICLE 5.-

L'agent est tenu de prêter serment.

Celui-ci s'énonce dans les termes suivants :
"je jure fidélité au Président de la République et obéissance aux lois de la République du Congo".

Le serment est prêté entre les mains du Ministre de la Fonction Publique ou de ses délégués.

ARTICLE 6.-

L'agent est tenu à la plus stricte politesse envers ses supérieurs, ses collègues et ses subordonnés. Il a les mêmes devoirs dans ses rapports de service avec le public.

ARTICLE 7.-

Tout agent est tenu d'exécuter consciencieusement les tâches qui lui sont confiées.

L'agent chargé d'assurer la marche d'un service est responsable à l'égard de ses chefs de l'exécution des ordres qu'il a donnés. Il n'est dégagé d'aucune des responsabilités qui lui incombent par la responsabilité propre de ses subordonnés.

ARTICLE 8.-

Les agents s'engagent à servir avec fidélité, dévouement, intégrité et dignité dans leurs fonctions.

Ils doivent dans toutes occasions veiller à la sauvegarde des intérêts de l'Etat.

Ils sont tenus d'accomplir personnellement et consciencieusement toutes les obligations qui leur sont, en vertu de leurs fonctions, imposées par les lois, ordonnances, arrêtés et règlements en vigueur.

Ils ne peuvent suspendre l'exercice de leurs fonctions sans autorisation préalable.

ARTICLE 9.-

Les agents ne peuvent se livrer à aucune activité qui est en opposition avec les lois du peuple congolais, qui poursuit la destruction de l'Indépendance du pays, qui porte atteinte à la souveraineté de celui-ci, ou qui met en danger la défense nationale.

Ils ne peuvent adhérer ni prêter leur concours à un mouvement, groupement, organisation ou association ayant une activité du même genre.

ARTICLE 10.

Indépendamment des prescriptions du code pénal en matière de secret professionnel, tout agent est lié par l'obligation de discrétion absolue pour tous les faits et informations dont il aurait eu connaissance dans l'exercice de ses fonctions.

Le devoir d'observer le secret professionnel subsiste même après la cessation des rapports de service. Tout détournement, toute communication contraire aux règlements, de pièces ou documents de service à des tiers sont interdits.

L'agent ne peut être délié de l'obligation de discrétion ou relevé de l'interdiction édictée par l'alinéa précédent que par autorisation du chef du département dont il dépend ou de son délégué.

ARTICLE 11.

L'agent qui enfreint ses devoirs de service, soit intentionnellement, soit par négligence ou par imprudence, est passible d'une peine disciplinaire, indépendamment, le cas échéant, des peines prévues par la loi pénale.

ARTICLE 12.

Le dossier individuel de l'agent doit contenir toutes les pièces afférentes à son état civil ainsi qu'à sa situation familiale et administrative; l'agent reçoit chaque fois copie des pièces versées à son dossier.

Aucune pièce ni mention se rapportant aux opinions politiques, philosophiques ou religieuses de l'intéressé, ne peut être établie ni figurer dans son dossier.

L'agent peut, chaque fois qu'il en manifeste le désir, prendre connaissance de son dossier sans déplacement de celui-ci.

ARTICLE 13.

Il est interdit à tout agent, dans toutes les positions autres que la disponibilité, d'avoir, par lui-même, ou par personne interposée, sous quelque dénomination que ce soit, dans une entreprise soumise au contrôle du département ou du service auquel il est attaché, ou en relation avec celui-ci, des intérêts de nature à compromettre son indépendance ou à nuire à la dignité de ses fonctions.

ARTICLE 14.

Sont incompatibles avec la fonction publique :

- l'exercice de tout commerce et l'exploitation de toute industrie;
- la direction ou l'administration soit d'une société, soit d'un établissement à but lucratif. Cette disposition n'est toutefois pas applicable aux mandats gratuits exercés au nom de l'Etat au sein d'entreprises dans lesquelles celui-ci a des intérêts.

ARTICLE 15.

Lorsque le conjoint d'un agent exerce à titre professionnel une activité privée lucrative, déclaration doit en être faite par l'agent au département dont il relève. Toutefois, l'exploitation d'un restaurant, d'un café ou d'un débit de boissons alcooliques par le conjoint de l'agent ou ses enfants à charge, est soumise à autorisation préalable du chef du département. Ce dernier prend, s'il y a lieu, les mesures propres à sauvegarder les intérêts du service.

ARTICLE 16.

Est incompatible avec l'exercice de la fonction publique toute activité politique et toute adhésion à un parti ou à une

organisation de nature politique.

TITRE III.- DU RECRUTEMENT, DU STAGE ET DE LA REINTEGRATION.

Chapitre I.- Du recrutement.

ARTICLE 17.

Nul ne peut être nommé agent de l'Etat s'il ne satisfait aux conditions suivantes :

- 1) Posséder la Nationalité Congolaise;
- 2) Etre âgé de seize ans au moins à la date de l'acte de nomination;
- 3) Jouir de ses droits civiques et être de bonne moralité;
- 4) Etre porteur du diplôme, certificat ou brevêt requis pour l'accès au grade auquel le recrutement doit s'effectuer;
- 5) Avoir satisfait au concours de recrutement et s'y être classé en ordre utile;
- 6) Etre reconnu physiquement apte, par les médecins désignés par l'Administration, à exercer ses fonctions sur le territoire de la République.

ARTICLE 18.

Le recrutement peut s'effectuer à tous les grades des catégories deux, trois, quatre et cinq.

ARTICLE 19.

Les diplômes, certificats ou brevêts exigés pour l'accès aux différents grades de recrutement sont déterminés par le tableau II annexé à la présente ordonnance.

Le Ministre de la Fonction Publique peut, par arrêté motivé, et sur avis conforme de la Commission compétente pour déterminer l'équivalence des diplômes, ajouter d'autres diplômes, certificats ou brevêts à ceux prévus à l'annexe II et fixer les niveaux de recrutement correspondant à ces diplômes.

ARTICLE 20.

Lorsque le recrutement s'effectue à un grade qui est à la fois un grade de recrutement et un grade de promotion, le Ministre de la Fonction Publique fixe, sur l'ensemble des emplois vacants correspondant à ce grade, le pourcentage des emplois dont l'accès est réservé par voie de recrutement, sans que ce pourcentage puisse jamais être supérieur à 50 % de la totalité des emplois à pourvoir dans le grade envisagé.

ARTICLE 21.

Chaque fois qu'il doit être procédé à un recrutement, il est fait appel aux candidats au moyen d'un avis officiel spécifiant quels sont, parmi ceux mentionnés au tableau-annexe II, les diplômes, certificats ou brevêts qui sont requis pour l'accès aux emplois à conférer et correspondant au grade pour lequel le recrutement s'effectue.

L'avis officiel mentionne en outre le nombre d'emplois à pourvoir, la date du concours et celle de la clôture pour l'introduction des candidatures, le programme des épreuves, ainsi que le minimum de points requis pour l'ensemble et pour chacune des épreuves du concours.

ARTICLE 22.

Les candidats répondant aux dispositions de l'article 17 - 1), 2) et 3), mais ne réunissent pas les conditions d'études

exigées pour l'accès aux emplois à pourvoir, peuvent néanmoins participer au concours pour autant que :

- l'accès à ces emplois ne soit expressément réservé aux titulaires d'un diplôme, certificat ou brevet.
- les emplois soient d'un niveau inférieur à celui de Chef de bureau adjoint ou d'un grade équivalent.

S'ils se classent en ordre utile, les intéressés seront non pas recrutés sous le régime du statut, mais engagés en qualité d'agent contractuel chargés d'occuper les emplois pour lesquels le recrutement s'effectuait.

ARTICLE 23.

Les concours de recrutement sont, sous l'autorité et le contrôle du Ministre de la Fonction Publique, organisés par le département de la Fonction Publique ou par un organisme chargé spécialement d'assurer les opérations de recrutement.

Le programme des épreuves et la liste des membres du Jury, chargé d'examiner les épreuves, sont arrêtés par le Ministre de la Fonction Publique.

ARTICLE 24.

Le recrutement des candidats ayant obtenu le minimum de points requis aux épreuves s'effectue selon l'ordre de leur classement au concours.

Par dérogation à l'alinéa 1er et à l'article 17 - 5), les candidats possédant un titre de fin d'études, délivré par un établissement d'enseignement les préparant spécialement à la carrière administrative, bénéficient d'une priorité au recrutement s'ils ont obtenu le minimum de points requis aux épreuves du concours.

La liste des établissements visés à l'alinéa 2 est arrêtée par le Ministre de la Fonction Publique.

ARTICLE 25.

Les agents des deux premières catégories sont nommés par le Président de la République, sur proposition du Ministre de la Fonction Publique et conformément aux dispositions des articles 17 à 24.

Les agents des autres catégories sont nommés dans les mêmes conditions par le Ministre de la Fonction Publique.

ARTICLE 26.

Si, lors du recrutement en vue d'accéder à un grade qui est à la fois un grade de recrutement et un grade de promotion, le nombre des candidats ayant satisfait aux conditions du concours est inférieur au pourcentage fixé par le Ministre de la Fonction Publique en exécution de l'article 20, les emplois non pourvus par voie de recrutement s'ajoutent à ceux dont l'accès est réservé aux agents en service par voie de promotion.

ARTICLE 27.

En cas de création d'un nouveau cadre, il est d'abord fait appel pour l'accès au niveau de chaque grade créé, aux agents possédant le même grade ou le grade immédiatement inférieur dans les cadres présentant, du point de vue de l'exercice des fonctions, des analogies avec le cadre nouvellement créé.

Ce n'est qu'en cas de carence ou de pénurie d'agents qu'il est fait appel aux nouveaux candidats par voie de recrutement.

ARTICLE 28.

Sous réserve des dispositions spéciales qui peuvent être prises afin de protéger la santé ou la sécurité du personnel féminin, aucune distinction n'est faite entre ce dernier et le personnel masculin relativement aux conditions de recrutement. Toutefois, le recrutement d'une femme mariée est soumis à autorisation maritale.

Chapitre II.- Du stage.

ARTICLE 29.

Tout agent commence par faire un stage de trois ans d'activité de services.

Toutefois la durée du stage des agents contractuels admis sous le régime du statut est réduite, de la durée des services prestés à l'Administration dans une fonction au moins équivalente à celle du grade de recrutement.

Sauf dérogation spéciale inscrite dans le présent statut, toutes les dispositions de celui-ci sont applicables aux stagiaires : les droits et les devoirs des stagiaires sont identiques à ceux des agents définitifs.

ARTICLE 30.

A l'expiration du stage le Chef du département dont relève le stagiaire décide si celui-ci est ou n'est pas admis à titre définitif.

A l'effet d'éclairer l'autorité compétente sur l'opportunité d'admettre ou de ne pas admettre définitivement le stagiaire, le Directeur chef de service auquel l'intéressé est affecté établit un rapport de stage donnant en conclusion ses avis sur une telle opportunité; le rapport de stage est transmis au Secrétaire Général du département lequel transmet ses avis au Ministre. Ce dernier notifie à l'intéressé la décision d'admission ou de non admission à titre définitif qu'il prend à son égard. Cette notification, accompagnée des avis du Directeur et du Secrétaire Général, s'effectue trois mois au moins avant l'expiration de la période de stage.

Endéans un délai de huit jours à dater de cette notification, le stagiaire peut introduire auprès du Ministre de la Fonction Publique un recours motivé lequel est soumis pour avis à la Commission consultative compétente. En ce qui concerne les stagiaires appartenant à la 2ème catégorie, le recours est introduit auprès du Président de la République.

La décision de celui-ci ou du Ministre de la Fonction Publique produit ses effets le lendemain du jour où le stage prend fin.

Si la décision finale n'est pas notifiée au stagiaire au plus tard le jour d'expiration du stage, la période de stage est prolongée d'office jusqu'à intervention de la décision finale.

Chapitre III.- De la Réintégration.

ARTICLE 31.

Peuvent être réintégrés en qualité d'agent de l'Etat,

les anciens agents définitifs ou stagiaires ayant été relevés de leurs fonctions pour cause d'inaptitude physique et qui se trouvent dans les conditions prévues aux 1^o, 3^o, et 6^o de l'article 17.

Les agents des deux premières catégories sont réintégrés par le Président de la République; les agents des autres catégories par le Ministre de la Fonction Publique.

La réintégration s'effectue au grade dont l'agent était revêtu au moment où il a cessé d'appartenir au personnel de l'Administration; l'ancienneté et le traitement qu'il avait acquis à cette date lui sont maintenus.

TITRE IV.- DES FONCTIONS ET DE LEUR EXERCICE.

Chapitre I.- Des grades, des emplois, des fonctions et de la hiérarchie.

ARTICLE 32.-

Les grades et leur ordre dans chaque cadre sont déterminés par le tableau I annexé à la présente ordonnance.

Les emplois et leur ordre hiérarchique dans chaque service sont déterminés par les dispositions particulières qui fixent l'organisation interne des services.

Il existe des emplois de commandement et de collaboration.

L'emploi est indépendant du grade et la subordination hiérarchique est attachée à l'emploi.

Sont considérés comme emplois de commandement, les emplois équivalents ou supérieurs à celui de chef de bureau.

Sont considérés comme emplois de collaboration, les emplois inférieurs à celui de chef de bureau ou équivalent.

Les titres et insignes des agents sont ceux de l'emploi qu'ils occupent effectivement.

Les insignes distinctifs des agents de différentes catégories ainsi que leur uniforme feront l'objet de dispositions particulières.

A chaque emploi sont attachées des attributions. L'ensemble des attributions correspondant à un emploi constitue la fonction.

ARTICLE 33.

Sous réserve d'une disposition spéciale, l'ancienneté dans le grade est déterminée par la date de la nomination. Lorsque les agents sont nommés à la même date et au même grade, ils prennent rang, au point de vue ancienneté, dans l'ordre :

- 1) de leur classement au concours de recrutement;
- 2) de leur âge, en cas de classement identique au concours.

ARTICLE 34.

Le Ministre de la Fonction Publique détermine, après consultation du ou des ~~Ministres intéressés~~, le Département dans le-

quel les agents sont appelés à exercer leurs fonctions.

Les Chefs de Département et leurs délégués répartissent dans leurs services les agents mis à leur disposition.

ARTICLE 35.

Les Chefs de Département ou leurs délégués peuvent commissionner les agents à des emplois inférieurs ou supérieurs à celui qui correspond à leur grade.

ARTICLE 36.

1° Lorsque l'agent est, à sa demande, commissionné pour occuper un emploi inférieur à celui qui correspond à son grade, son traitement est réduit au taux du traitement qu'il avait acquis dans le grade dont il a demandé à occuper l'emploi correspondant. Les augmentations annuelles venant à échéance pendant la durée de la commission à l'emploi inférieur sont accordées à la date anniversaire de la dernière augmentation annuelle obtenue par l'agent et sont calculées sur la base du traitement initial afférent au grade correspondant à l'emploi qu'il occupe effectivement.

Lorsque l'autorité compétente estime qu'il peut être mis fin à la commission, l'agent bénéficie à nouveau du taux de traitement qu'il avait acquis antérieurement à cette commission.

Toutefois, si le traitement dont il jouissait au moment du retrait de la commission dépasse ce taux, par suite de l'octroi des augmentations annuelles prévues à l'alinéa premier, le nouveau traitement de l'intéressé est calculé suivant les règles prévues à l'article 151, comme si l'intéressé bénéficiait d'une promotion à la date où la commission a cessé de produire ses effets.

Si la fin de la commission procède d'une cause qui entraîne la cessation définitive des services de l'agent, le traitement le plus favorable prévu à l'alinéa 3 est censé avoir été son dernier traitement d'activité.

2° Lorsque l'autorité compétente commissionne d'office un agent pour occuper un emploi inférieur à celui qui correspond à son grade, la commission n'entraîne aucune réduction de traitement.

ARTICLE 37.

Lorsqu'un agent est désigné à titre d'intérimaire pour occuper un emploi supérieur à celui qui correspond à son grade, il acquiert le droit à l'indemnité prévue à l'article 87 à dater du jour où a débuté son intérim pour autant que celui-ci atteigne une durée de deux mois et que l'emploi occupé intérimairement soit un emploi de commandement.

Chapitre III.- Du changement de cadre.

ARTICLE 38.

Les agents poursuivent leur carrière dans le cadre dans lequel ils ont été nommés lors de leur entrée en service.

Toutefois, ils peuvent sur leur demande ou dans l'intérêt du service être transférés dans un autre cadre, pour autant qu'ils remplissent les conditions exigées pour être nommés dans le nouveau cadre au grade auquel le transfert doit se réaliser et qu'ils possèdent les aptitudes requises.

Le transfert se fait avec ou sans promotion.

Le transfert sans promotion est celui qui maintient l'agent dans le même grade équivalent à celui auquel il avait été nommé avant son transfert. Sont considérés comme équivalents les grades pour lesquels est établi le même traitement initial. Le transfert sans promotion est effectué à la demande de l'agent, mais dans

la mesure où il se concilie avec les besoins du service; il entraîne la perte de l'ancienneté acquise dans le grade antérieur, la situation du point de vue traitement restant inchangée.

Le transfert avec promotion est celui qui accorde à l'agent un avancement de grade. Il est réalisé dans l'intérêt du service. Si l'intéressé ne réunit pas les conditions requises pour être promu dans le nouveau cadre ou à défaut de vacance dans ce cadre, l'autorité compétente peut y transférer provisoirement l'agent. En ce cas, ce dernier continue de participer à l'avancement de grade et de traitement dans son cadre d'origine aussi longtemps que le transfert définitif avec promotion ne peut avoir lieu.

Le transfert avec ou sans promotion ainsi que le transfert provisoire est réalisé par l'autorité compétente pour nommer au grade à conférer dans le nouveau cadre; il a effet à la date déterminée par l'ordonnance ou l'arrêté de nomination.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables pour l'accès par voie de promotion au cadre de l'Administration supérieure de l'Etat.

TITRE V.- DES POSITIONS ET DE L'INTERRUPTION DES SERVICES.

ARTICLE 39.

Tout agent doit être placé dans une position régulière; ces positions sont les suivantes :

- 1) l'activité de service;
- 2) la mission;
- 3) le congé;
- 4) la suspension d'activité de service;
- 5) le détachement;
- 6) la disponibilité;
- 7) la mise sous les drapeaux.

Hors l'exclusion temporaire et la suspension de fonction pour raison disciplinaire, l'interruption des services doit être justifiée par l'une des positions prévues à l'alinéa 1er, 3° à 7°.

Chapitre I.- De l'activité de service.

ARTICLE 40.

L'activité de service est la position de l'agent qui, régulièrement titulaire d'un grade, exerce effectivement les fonctions de l'un des emplois correspondant aux grades du cadre auquel il appartient.

Chapitre II.- Des Missions.

ARTICLE 41.

Les agents peuvent être chargés de mission officielle hors du territoire de la République du Congo, pour compte de l'Etat, par les Chefs de Département ou leurs délégués.

Les missions peuvent consister, notamment, en voyages ou séjours d'études, en une participation à des conférences internationales, ou en une collaboration aux ambassades et consulats de la République ou à des organismes nationaux ou internationaux.

Les missions accomplies conformément aux dispositions du présent article sont considérées comme de l'activité de service.

Chapitre III.- Des congés.

ARTICLE 42.

Les congés sont accordés par les chefs des Départements ou leurs délégués; le Ministre de la Fonction Publique en est informé.

Les congés se divisent en congés de détente, en congés de circonstances et en congé de maternité.

Pendant la durée d'un congé, de quelque nature que ce soit, l'agent est considéré comme étant en activité de service.

Section I.- Des congés de détente.

ARTICLE 43.

Les agents jouissent au cours de chaque année de service d'un congé de détente d'une durée de dix huit jours ouvrables. Cette durée est augmentée d'un jour par tranche de cinq années d'ancienneté.

Les agents stagiaires ne peuvent obtenir aucun congé de détente avant d'avoir accompli un an de service; à cette échéance, ils bénéficient du régime général des congés de détente; la durée de congé pour la période comprise entre la date de l'entrée en fonction et le 31 décembre qui suit l'expiration de la première année est calculée à raison d'un jour et demi par mois de service, ainsi que pour la fraction du mois initial.

Les congés de détente peuvent être accordés dès le premier janvier de l'année calendrier considérée et échelonnés suivant les exigences du service.

ARTICLE 44.

L'agent peut cumuler les congés annuels auxquels il a droit pour deux années de service successives. Ce cumul doit s'étendre sur la moitié au moins de la durée des congés auxquels il a droit pour ces deux années.

Lorsque l'agent fait usage de cette faculté, la durée des deux congés annuels cumulés est augmentée des délais de route.

Ce congé de détente cumulé doit être demandé avant le quinze janvier de l'année considérée.

Chaque département dresse avant le 31 janvier le tableau des agents autorisés à bénéficier du congé de détente de sorte que les congés soient échelonnés sur toute l'année, compte tenu des exigences du service.

Les frais de voyage de l'agent et de sa famille sont à charge de l'Administration. Ce voyage s'entend du lieu d'affectation au lieu du domicile habituel tel qu'il est mentionné dans le dossier de l'agent.

ARTICLE 45.

L'agent qui ne rejoint pas son poste à l'expiration de son congé de détente est mis en disponibilité d'office; il ne peut être réintégré dans ses fonctions que s'il justifie son absence.

Section II.- Des congés de circonstances.

ARTICLE 46.

Outre les congés annuels de détente, les agents ont droit aux congés de circonstances dans les conditions ci-après :

N A T U R E D U C O N G E	Durée maximum autorisée
1. Mariage de l'agent	4 jours ouvrables
2. Accouchement de l'épouse	4 jours "
3. Décès du conjoint, d'un descendant ou ascendant direct ou d'un parent au 1er degré	6 jours "
4. Décès d'un parent ou allié du 2ème degré	2 jours "
5. Mutation impliquant changement de localité et déménagement	2 jours "
6. Mariage d'un enfant	2 jours "

Section III.- Des congés de maternité.

ARTICLE 47.

Les agents du sexe féminin bénéficient d'un congé de maternité d'une durée maximum de six semaines avant et après la date présumée de l'accouchement. L'intéressé peut demander à quitter son service sur présentation d'un certificat médical attestant que l'accouchement doit se situer dans un délai maximum de six semaines.

Chapitre IV.- De la suspension d'activité de service :

ARTICLE 48.

La suspension d'activité de service, bien que maintenant l'agent dans son emploi, interrompt momentanément l'exercice des attributions que comporte celui-ci. L'agent reprend l'exercice de ses attributions dès qu'expire la période de suspension d'activité sans qu'aucun rappel soit nécessaire.

Les périodes de suspension d'activité de service sont considérées comme de l'activité de service.

ARTICLE 49.

La suspension d'activité de service est accordée en cas de maladie dûment constatée, mettant l'agent dans l'impossibilité absolue d'exercer ses fonctions. Elle ne peut excéder six mois.

La suspension d'activité de service est prononcée par le Ministre de la Fonction Publique ou son délégué, sur proposition du Chef du Département intéressé.

ARTICLE 50.

Toute suspension d'activité de service pour cause de maladie doit être justifiée par un certificat établi par un médecin agréé par l'Administration et indiquant le temps présumé pendant lequel l'agent sera hors d'état d'exercer ses fonctions. L'Administration se réserve le droit de faire effectuer tout contrôle utile par un médecin inspecteur qu'elle désignera à cet effet.

Elle peut aussi, indépendamment de ce contrôle médical, prescrire toutes mesures de contrôle administratif à l'effet de s'assurer que l'agent n'utilise cette période de suspension que pour se soigner.

Sauf nécessité dûment établie, l'agent bénéficiant d'une suspension d'activité de service pour cause de maladie ne peut quitter sa résidence habituelle que sur autorisation de son administration.

ARTICLE 51.

Dans l'hypothèse où la durée de l'absence pour cause de maladie excède ou doit excéder trois mois, la commission médicale chargée de donner son avis sur l'aptitude physique au service sera toujours consultée.

Chapitre V.- Du détachement.

ARTICLE 52.

Les agents peuvent être détachés :

- 1) pour occuper un emploi ou exercer une activité auprès d'une personne publique territoriale, d'un Cabinet ministériel, d'un or-

ganisme parastatal y compris les sociétés d'économie mixte et les associations de droit public, d'un organisme international ou d'un gouvernement étranger.

- 2) pour exercer les fonctions de membre du Gouvernement Central ou provincial.
- 3) pour permettre d'assister, à un Congrès syndical en qualité de représentants dûment mandatés d'un organisme professionnel reconnu.

ARTICLE 53.

Le détachement est prononcé par arrêté du Ministre de la Fonction Publique. Sauf dans les cas visés à l'article 52 - 2°, il est prononcé sur proposition du Ministre dont relève l'agent et de l'autorité ou du chef de l'organisme, auprès desquels l'intéressé doit être détaché.

Les agents appelés à exercer une activité au bénéfice d'un Gouvernement étranger, sont mis à cette fin à la disposition du Ministre des Affaires Etrangères.

ARTICLE 54.

Sauf exception dûment justifiée, le détachement ne peut être prononcé que sur demande ou avec le consentement de l'agent.

Il est prononcé :

- dans les cas visés à l'article 52 - 1°, pour une durée de cinq ans maximum,
- dans les cas visés à l'article 52 - 2°, pour une durée présumée des fonctions,
- dans les cas visés à l'article 52 - 3°, pour la durée présumée du congrès, telle qu'elle est mentionnée dans la convocation, augmentée, le cas échéant, des délais de voyage nécessaires.

Il peut être renouvelé.

Le détachement est, dans les visés à l'article 52 - 1° et 3°, essentiellement révocable.

Il y est mis fin par arrêté du Ministre de la Fonction Publique sur :

- demande de l'agent;
- demande de l'organisme ou de l'autorité auprès desquels l'agent était détaché;
- proposition du Ministre dont dépendait l'agent et demandant le rappel de celui-ci dans ses services.

ARTICLE 55.

Les agents en position de détachement ne sont plus rémunérés par l'Etat, sauf s'ils sont détachés auprès d'un Cabinet ministériel ou d'une personne publique territoriale.

ARTICLE 56.

Durant la position de détachement, les agents sont soustraits aux dispositions du présent statut relatives aux congés, à la notation et au régime disciplinaire; les dispositions relatives à la révocation leur sont toutefois applicables.

Les agents détachés qui, en vertu du 1er alinéa, ne sont plus soumis à notation, reçoivent d'office en vue de l'avancement de grade et de traitement durant la période de détachement, la dernière notation qui leur a été attribuée avant qu'ils soient placés dans cette position.

ARTICLE 57.

Durant la période de détachement l'agent continue de bénéficier de ses droits à l'avancement de grade et de traitement.

Le temps pendant lequel il est placé dans cette position compte pour le calcul de sa carrière.

ARTICLE 58.

A l'expiration du détachement, l'agent est obligatoirement réintégré dans son cadre d'origine et réaffecté à un emploi correspondant au grade dont il est titulaire au moment de sa réaffectation.

Chapitre VI.- De la disponibilité.

ARTICLE 59.

Les agents peuvent être mis en disponibilité :

- 1) par suite de suppression d'emploi et d'impossibilité de réaffectation;
- 2) pour leur permettre d'attendre le moment où ils seront admis à faire valoir anticipativement leurs droits à la retraite;
- 3) dans l'intérêt du service, pour leur permettre de poursuivre des études sur le territoire de la République ou à l'étranger;
- 4) dans l'intérêt du service pour leur permettre d'effectuer des stages de formation au Congo ou à l'étranger;
- 5) sur leur demande, pour motif de convenance personnelle;
- 6) lorsque, par suite d'événements spéciaux, ils sont retenus à l'étranger et sont dans l'impossibilité de reprendre leur service;
- 7) dans l'intérêt supérieur de l'Administration.

ARTICLE 60.

La disponibilité est prononcée d'office :

- 1) dans le cas de l'exclusion temporaire;
- 2) sous réserve du pouvoir d'appréciation du Chef du Département, si l'agent est responsable d'une interruption momentanée d'activité ou dans le cas de l'article 45, s'il ne reprend pas à temps son service après un congé de détente;
- 3) à l'expiration du 6e mois de la suspension d'activité de service pour cause de maladie.

ARTICLE 61.

La disponibilité est prononcée par arrêté du Ministre de la Fonction Publique sur proposition du Ministre intéressé.

La durée de la mise en disponibilité ne peut en aucun cas, sauf ceux prévus à l'article 59 - 3° et 7°, excéder cinq ans.

A l'expiration de la période de disponibilité, l'agent est rappelé en service ou relevé de ses fonctions en cas d'inaptitude physique définitive. Si l'agent refuse de reprendre son service ou d'occuper l'emploi qui lui est attribué, il est soit mis à la retraite, soit licencié s'il ne remplit pas les conditions requises pour obtenir une pension de retraite.

ARTICLE 62.

La mise en disponibilité sur demande de l'agent ne peut être accordée par le Ministre de la Fonction Publique qu'après avis préalable du Chef du Département dont relève le demandeur.

Si la mise en disponibilité lui est refusée, l'agent ne peut introduire une nouvelle demande qu'après un délai d'un an.

ARTICLE 63.

L'agent mis en disponibilité d'office ou sur sa demande peut à tout moment être appelé à reprendre ses activités par le Ministre de la Fonction Publique, sur sa demande ou sur proposition du Chef du Département intéressé.

L'agent mis en disponibilité conformément à l'article 59 - 5) doit solliciter son rappel en service trois mois au mois avant l'expiration de la période de disponibilité.

ARTICLE 64.

Le nombre des agents pouvant bénéficier de la mise en disponibilité conformément aux dispositions de l'article 59 - 2), 3), 4) et 5) ne peut excéder cinq pour cent de l'effectif du cadre.

ARTICLE 65.

La situation des agents placés en disponibilité est réglée comme suit :

1) quant à leur carrière :

dans les cas visés aux articles 59 - 1°, 2°, 3°, 4°, 6° et 7° et 60 - 3°, la durée de la disponibilité est incluse dans la carrière; dans les autres cas le temps passé dans la position de la disponibilité n'entre pas en ligne de compte pour le calcul de la carrière.

2) quant à la rémunération :

a) durant la période de disponibilité prononcée dans les cas visés aux articles 59 - 5° et 60 - 1° et 2°, l'agent n'a droit à aucune rémunération.

b) durant la période de disponibilité prononcée dans les cas repris aux articles 59 - 1°, 2°, 3°, 4°, 6° et 7° et 60 - 3°, l'agent bénéficie d'un traitement d'attente conformément aux dispositions de l'article 72.

3) quant à l'ancienneté dans le grade :

si la mise en disponibilité a été décidée pour des motifs visés aux articles 59 - 1°, 2°, 6° et 7° et 60 - 3°, l'agent conserve son ancienneté dans le grade. Dans les cas visés aux articles 59 - 5° et 60 - 1° et 2°, il perd en ancienneté une période égale à celle pendant laquelle il est resté en disponibilité.

4) quant à l'avancement de traitement :

dans les cas visés aux articles 59-1°, 2°, 6° et 7° et 60-3°, la durée de la disponibilité est incluse dans le temps pris en considération pour l'avancement de traitement. Dans les cas prévus aux articles 59-5° et 60-1° et 2°, la durée de la disponibilité est décomptée.

5) quant à l'avancement de grade et de traitement dans les cas de disponibilité énoncée à l'article 59-3° et 4° :

L'avancement de grade et de traitement est suspendu pendant la durée de la disponibilité. A l'expiration de celle-ci, si l'agent a effectué avec succès ses études et son stage de formation, son avancement de grade et de traitement est recalculé compte tenu de la période de disponibilité et s'effectue de la manière prévue à l'article 56, alinéa 2.

Chapitre VII.- De la mise sous les drapeaux.

ARTICLE 66.

L'agent incorporé dans une formation militaire pour accomplir son temps de service actif est placé dans une position spéciale dite "sous les drapeaux". Dans cette situation, il conserve ses droits à l'avancement de grade et de traitement, mais ne bénéficie pas de sa rémunération.

Le temps pendant lequel l'agent est placé sous les drapeaux compte pour le calcul de sa carrière.

TITRE VI.- DE LA RETRIBUTION.

Chapitre I.- Du traitement.

ARTICLE 67.

Le traitement d'activité est constitué par :

- 1) Le traitement initial du grade dont l'agent est revêtu;
- 2) Les augmentations annuelles de traitement prévues à l'article 129;
- 3) Les bonifications de titres et de pratique.

Les traitements d'activité pleins ou réduits sont payés par mois et par anticipation.

ARTICLE 68.

Les traitements initiaux par grade sont déterminés au tableau I annexé à la présente ordonnance.

ARTICLE 69.

Les agents peuvent bénéficier lors de leur recrutement de bonifications de titres et de pratique.

- Les bonifications de titres sont accordées pour la possession de diplômes, brevets ou certificats.

- Les bonifications de pratique sont octroyées pour l'expérience professionnelle acquise.

Le Ministre de la Fonction Publique détermine les cas et conditions dans lesquels elles sont octroyées.

Les bonifications de titres ou de pratique ne peuvent être renouvelées à l'occasion d'une promotion.

ARTICLE 70.

Le traitement plein d'activité est dû pour la durée :

- 1) de l'activité de service sur le territoire de la République;
- 2) des missions officielles hors de ce territoire;
- 3) des congés de détente et de circonstance;
- 4) du détachement dans les cas exceptionnels visés à l'article 55;
- 5) de la suspension d'activité de service pour cause de maladie.

ARTICLE 71.

Les agents bénéficient du traitement d'activité réduit pendant la durée du congé de maternité. Le montant de ce traitement réduit est fixé aux deux tiers du montant plein du traitement d'activité.

ARTICLE 72.

Le montant du traitement d'attente est fixé :

- 1) au montant du traitement plein d'activité durant les deux premiers mois de la disponibilité prononcée dans les cas visés à l'article 59 - 1°, 2°, 6° et 7°,
- 2) à la moitié du montant du traitement plein d'activité durant la disponibilité prévue à l'article 59 - 3° et 4°. Toutefois les conditions d'octroi de ce montant sont déterminées par la réglementation générale sur les bourses d'études,
- 3) au quart du montant de traitement plein d'activité à partir du 3e mois de la disponibilité prononcée dans les cas visés à l'article 59 - 1°, 2°, 6° et 7° et durant la période de disponibilité visée à l'article 60 - 3°.

ARTICLE 73.

Le Ministre de la Fonction Publique détermine les cas et conditions dans lesquels des avances sur traitement peuvent être accordées.

En cas de décès d'un agent, le traitement du mois en cours payé anticipativement reste tout entier acquis à la veuve ou à défaut aux enfants de l'agent remplissant les conditions d'état requises pour ouvrir le droit à l'allocation familiale.

Lorsqu'un agent décède au cours de ses trois premières années de service, sont mises à charge du trésor, toutes sommes dont il serait redevable envers celui-ci du chef d'avance reçues sur son traitement.

ARTICLE 74.

Les traitements d'activité ou d'attente, pleins ou réduits, sont affectés d'un coefficient d'ajustement variant par rapport au coût de la vie. Le pourcentage d'augmentation ou de diminution de ce coefficient calculé sur l'initial du traitement, est arrêté par voie d'ordonnance.

ARTICLE 75.

Le paiement de tout traitement d'activité, plein ou réduit, est suspendu :

- 1) pour la durée de la période d'exclusion temporaire;
- 2) durant la période de mise sous les drapeaux;
- 3) pour la durée de la mise en disponibilité prononcée pour les motifs repris aux articles 59 - 5° et 60 2°;
- 4) pour la durée du détachement, sauf les exceptions prévues à l'article 55;
- 5) pour la durée de la suspension de fonction par mesure disciplinaire.

.../...

ARTICLE 76.

Tout traitement d'activité plein ou réduit et tout traitement d'attente cessent d'être dûs à partir du lendemain du jour où pour une cause quelconque l'agent cesse d'être au service de l'Etat.

Chapitre II.- Du Complément mobile.

ARTICLE 77.

En vue d'intervenir dans les diverses charges d'entretien d'une famille, résultant des circonstances, l'Etat octroie à l'agent un complément mobile dont le montant est déterminé en fonction de la zone de service dans laquelle il est affecté.

Le taux du complément mobile dans la zone de service de Léopoldville est fixé conformément au tableau-annexe III.

Ce taux constitue un indice de référence par rapport aux autres zones de service.

Les variations du complément mobile dans les diverses zones de service arrêtées en fonction du salaire du minimum légal en vigueur dans ces zones sont déterminées par voie d'ordonnance.

Le complément mobile est payé par mois en même temps que le traitement.

TITRE VII.- DES ALLOCATIONS FAMILIALES.

ARTICLE 78.

Les agents bénéficient d'allocations familiales dans les conditions fixées par la présente ordonnance. Elles sont distinctes du traitement.

Le taux mensuel des allocations familiales est celui arrêté pour la ville de Léopoldville en application de la Législation générale en matière de sécurité sociale.

ARTICLE 79.

Entrent en ligne de compte pour autant qu'ils soient issus d'un mariage monogamique, à charge de l'agent et célibataires :

- 1) les enfants légitimes de l'agent;
- 2) les enfants adoptés légalement par l'agent;
- 3) les enfants naturels reconnus par l'agent conformément au droit civil ou en vertu d'un jugement;
- 4) les enfants que l'épouse a retenus d'un précédent mariage;
- 5) les enfants orphelins de père ou de mère dont la tutelle a été déférée par un tribunal à l'agent à condition que ces enfants participent effectivement à la vie de famille de leur tuteur.

Ces enfants sont pris en considération pour l'octroi de l'allocation familiale jusqu'à l'âge de 18 ans accomplis.

Au-delà de 18 ans, l'allocation familiale n'est accor-

dée que si les enfants poursuivent leurs études, sont à l'apprentissage non rémunéré ou sont physiquement ou moralement incapables d'exercer une profession. A l'exception des cas d'infirmité grave entraînant une incapacité morale ou physique, l'âge maximum d'octroi est de 25 ans.

ARTICLE 80.

Lorsque l'enfant donnant lieu à l'attribution de l'allocation familiale cesse de remplir les conditions fixées à l'article 79, l'agent est tenu d'en aviser l'administration dans un délai de 15 jours ouvrables.

ARTICLE 81.

L'allocation familiale est due lorsque l'agent bénéficie d'un traitement d'activité ou d'attente, plein ou réduit, lorsqu'il est sous le coup de l'exclusion temporaire et lorsqu'il se trouve dans la position de la disponibilité reprise à l'article 60 - 2°.

ARTICLE 82.

L'allocation familiale prend cours le 1er du mois au cours duquel se produit l'évènement qui y donne lieu, si celui-ci se situe après l'entrée de l'agent au service de l'Etat.

Elle est due et acquise pour tout mois commencé; elle est liquidée en même temps que le traitement.

Lorsqu'un même enfant entre en ligne de compte à un double titre en vue de l'octroi de l'allocation familiale, celle-ci est accordée uniquement à l'agent qui a la charge effective de cet enfant.

ARTICLE 83.

Toute allocation familiale cesse d'être due à partir du lendemain où pour une cause quelconque l'agent cesse d'être au service de l'Etat.

ARTICLE 84.

Le Ministre de la Fonction Publique ou ses délégués sont autorisés à prendre par voie de dispositions générales ou particulières, toutes mesures propres à assurer aux enfants le bénéfice de l'allocation familiale.

TITRE VIII.- DES PRIMES ET INDEMNITES COMPENSATOIRES.

Chapitre I.- Des primes de technicité et de spécialisation.

ARTICLE 85.

Le Ministre de la Fonction Publique peut accorder, des primes de technicité ou de spécialisation dont il fixe le montant et les modalités d'octroi.

Chapitre II.- Des indemnités pour charges ou pertes spéciales résultant de l'exécution du service,

ARTICLE 86.

Le Ministre de la Fonction Publique peut allouer aux agents de l'Etat, à titre de frais de représentation, des indemnités dont il fixe le montant annuel.

Ces indemnités sont attachées à l'emploi. Elles ne

sont liquidées que pour la période durant laquelle les intéressés occupent effectivement l'emploi auquel sont attachées ces indemnités..

Quiconque occupe un emploi supérieur à celui qui correspond à son grade, bénéficie des indemnités de représentation attachées à l'emploi qu'il occupe.

Le Ministre de la Fonction Publique ou ses délégués peuvent rembourser les frais de représentations extraordinaires et anormalement élevés qui pourraient être occasionnés à tout agent. Dans ce cas, le remboursement a lieu sur production d'un mémoire justificatif.

ARTICLE 87.

L'agent qui occupe intérimairement un emploi supérieur à celui qui correspond à son grade dans les conditions fixées à l'article 37 a droit à une indemnité d'intérim dont le montant est égal à la différence entre le traitement dont il jouit au moment où il est chargé de l'intérim et le traitement initial du grade dont il occupe intérimairement l'emploi correspondant, sans que cette indemnité puisse être inférieure à cinq pour cent du traitement acquis par l'intéressé au moment de sa commission.

En cas de promotion au cours de l'intérim, la différence éventuelle entre l'indemnité et le supplément de traitement correspondant au nouveau grade reste acquise à l'intérimaire pour la période comprise entre la date où l'acte de promotion produit ses effets et la fin du mois de la signature de cet acte.

Dans la même hypothèse et si l'intérimaire occupait un emploi supérieur de plus d'un échelon à celui qui correspond à son grade, il est procédé au rajustement de l'indemnité à partir du premier du mois suivant la date de la signature de l'acte de promotion si la commission est maintenue.

ARTICLE 88.

Le Ministre de la Fonction Publique peut allouer aux agents exerçant leurs fonctions en dehors des centres d'habitation une indemnité de brousse.

Il détermine les conditions d'octroi et le montant de cette indemnité.

ARTICLE 89.

Une indemnité mensuelle de caisse est accordée aux agents commissionnés à des fonctions dont l'exercice comporte nécessairement le maniement de deniers publics.

Le taux de cette indemnité varie suivant le montant des fonds manipulés mensuellement.

Par "Fonds manipulés" il faut comprendre tous les fonds en espèces qui donnent lieu à manipulation aussi bien en recette qu'en dépense, à l'exclusion des opérations effectuées à l'intervention d'un compte chèque et de tous les envois de fonds.

Le Ministre de la Fonction Publique détermine les modalités d'octroi de cette indemnité par voie d'arrêté.

ARTICLE 90.

Le Ministre de la Fonction Publique, outre les diver-

ses indemnités prévues par la présente ordonnance, accorde par voie de dispositions générales ou particulières, des indemnités compensatoires pour des charges spéciales, ou pour des pertes ou risques particuliers résultant de l'exécution du service ou de l'accomplissement d'une mission officielle pour le compte de l'Etat à l'intérieur ou hors du territoire de la République.

Chapitre III.- De l'Indemnité de fin de carrière.

ARTICLE 91.

Tout agent, qui pour une cause autre que la révocation ou le licenciement, cesse d'appartenir à l'administration après avoir accompli une carrière de vingt ans au moins, reçoit une indemnité de fin de carrière.

ARTICLE 92.

Le montant de l'indemnité est égal à un sixième, un quart ou à la moitié du taux annuel du dernier traitement d'activité selon que l'agent a accompli une carrière de moins de vingt-et-un ans, de vingt-et-un an ou plus et de moins de vingt-sept ans ou de vingt-sept ans au moins.

Il est majoré de la moitié de la somme représentant le montant annuel des indemnités familiales.

ARTICLE 93.

Lorsque la carrière d'un agent prend fin, après vingt ans au moins, par suite de décès, l'indemnité de fin de carrière est allouée à la veuve ou à défaut, par parts égales aux enfants du défunt entrant en ligne de compte pour l'octroi de l'allocation familiale.

Il en est de même lorsque l'agent, qui a accompli une carrière de vingt ans au moins, décède après l'expiration de sa carrière mais avant le paiement de l'indemnité.

ARTICLE 94.

Lorsqu'un agent décède après avoir accompli moins de vingt ans de carrière, il est alloué à sa veuve, ou à défaut par parts égales aux enfants du défunt entrant en ligne de compte pour l'octroi de l'allocation familiale une indemnité égale au sixième du dernier traitement annuel d'activité augmenté du sixième de la somme représentant le montant annuel des indemnités familiales.

Chapitre IV.- De l'Indemnité de décès.

ARTICLE 95.

Le conjoint de tout agent décédé, quelle que soit la position de celui-ci, a droit à une indemnité de décès.

A défaut de conjoint, l'indemnité de décès est accordée par parts égales aux enfants du défunt entrant en ligne de compte pour l'octroi de l'indemnité familiale.

Le montant de l'indemnité de décès est fixé au taux mensuel du dernier traitement d'activité de l'agent, majoré de la somme représentant le montant mensuel des indemnités familiales.

TITRE IIX.- DES AUTRES AVANTAGES.

Chapitre I.- Des voyages et frais de voyages.

ARTICLE 96.

Le Trésor intervient dans les frais de transport des

agents et des membres de leur famille dans les conditions fixées ci-après :

- 1) A l'occasion du voyage que doit accomplir l'agent au début de sa carrière pour se rendre au poste d'attache administratif qui lui est assigné;
- 2) A l'occasion du voyage que doivent accomplir les membres de la famille de l'agent pour l'accompagner ou le rejoindre pour la première fois à son poste d'attache administratif, pour autant que l'intéressé en ait obtenu préalablement l'autorisation.
- 3) Pour permettre à l'agent et aux membres de sa famille séjournant avec lui à son poste d'attache administratif, de se rendre au lieu de résidence de l'agent tel que mentionné dans son dossier administratif et d'en revenir à l'occasion de chaque congé cumulé de détente tel que défini à l'article 44 du statut.
- 4) Pour permettre à l'agent et aux membres de sa famille séjournant avec lui de rejoindre le poste d'attache administratif en cas de mutation;
- 5) Pour permettre à l'agent d'effectuer à l'intérieur du territoire de la République les déplacements commandés pour l'exécution de son service ou d'accomplir les missions officielles dont il peut être chargé en dehors de ce territoire;
- 6) Pour permettre à l'agent et aux membres de sa famille de rejoindre leur lieu de résidence tel que mentionné dans le dossier administratif lorsque l'agent :
 - a) est mis à la retraite;
 - b) est relevé pour inaptitude physique;
 - c) est mis en disponibilité pour un des motifs visés à l'article 59 - 1°, 2° et 7°;
 - d) est démis dans les conditions prévues aux articles 165 à 167;
 - e) est licencié pour insuffisance professionnelle.

Est également pris en considération le voyage permettant aux membres de la famille de l'agent de rejoindre le lieu de résidence, tel que mentionné dans le dossier administratif, lorsque l'agent décède dans une position autre que la disponibilité sur sa demande.

ARTICLE 97.

Le Trésor intervient également dans les frais de transport exposés pour des raisons médicales impérieuses en faveur des agents et des membres de leur famille. Sont réputés effectués pour de telles raisons :

- 1) les voyages que doivent accomplir sur prescriptions médicales impérative signée par un collège de trois médecins l'agent, un ou plusieurs membres de sa famille lorsque leur état de santé nécessite un séjour dans un lieu d'hospitalisation, de repos ou de convalescence, situé dans le territoire de la République ou hors de ce territoire, et agréé par les autorités médicales;
- 2) les voyages que doivent accomplir, sur prescription médicale impérative, l'agent, un ou plusieurs membres de sa famille,

pour convoier celui ou ceux de leurs parents envoyés dans un lieu d'hospitalisation, de repos ou de convalescence conformément au 1^{er}.

ARTICLE 98.

Sont considérés comme membres de la famille de l'agent, l'épouse et les enfants remplissant les conditions requises pour ouvrir le droit à l'allocation familiale.

Ces conditions doivent être remplies à la date où débute le voyage considéré.

Lorsqu'il s'agit des déplacements visés à l'article 96 - 3), 4) et 6), l'agent n'acquiert le droit au voyage pour les membres de sa famille que s'il l'acquiert pour lui-même.

ARTICLE 99.

Les voyages doivent s'effectuer conformément aux instructions de l'administration.

Les agents et les membres de leur famille voyagent par un moyen de transport public, sauf si l'intérêt de l'administration commande que les voyages s'effectuent par un autre moyen de transport. En ce cas le voyage s'accomplit par le mode de transport et la voie indiquée par l'autorité compétente.

Les voyages des agents et des membres de leur famille effectués sur le territoire de la République s'accomplissent :

- en 1^{ère} classe pour les agents de la 1^{ère} et de la 2^{ème} catégorie.
- en 2^{ème} classe pour les agents de la 3^{ème} et de la 4^{ème} catégorie.
- et à une classe inférieure à la 2^{ème} pour les agents de la 5^{ème} catégorie.

Les voyages effectués en dehors du territoire de la République s'accomplissent dans les conditions analogues à celles de l'alinéa précédent.

ARTICLE 100

Le Ministre de la Fonction Publique règle les modalités d'exécution des articles 96 à 99.

Il fixe les limites dans lesquelles le Trésor prend à sa charge les frais de transport des bagages des agents et des membres de leur famille.

Chapitre II.- Des soins de santé.

ARTICLE 101

Les soins médicaux, chirurgicaux, obstétricaux, dentaires et hospitaliers ainsi que les médicaments et les appareils d'orthopédie et de prothèse, prothèse dentaire exceptée, sont accordés gratuitement aux agents ainsi qu'à leur épouse et aux enfants qui entrent en ligne de compte pour l'octroi de l'indemnité familiale.

Les intéressés ont également droit à une intervention dans leur frais de prothèse dentaire dans les conditions et limites déterminées par un arrêté conjoint du Ministre de la Fonction Publique et de la Santé Publique.

Les avantages prévus aux alinéas 1 et 2 sont retirés à l'agent et aux membres de sa famille lorsque l'agent :

- 1) est détaché dans les conditions prévues à l'article 52 - 2° ou auprès d'un organisme parastatal, d'un organisme international ou d'un gouvernement étranger;
- 2) est mis en disponibilité pour le motif repris à l'article 59 5°;
- 3) est mis en disponibilité d'office depuis six mois dans les conditions prévues à l'article 60 - 1° et 2°.

Les mêmes avantages sont retirés aux membres de la famille de l'agent qui se livrent à une activité rémunérée.

ARTICLE 102

Des dispositions spéciales peuvent être prises par le Ministre de la Fonction Publique et le Ministre des Affaires Etrangères en ce qui concerne les frais pour soins médicaux, chirurgicaux, obstétricaux, dentaires et hospitaliers, les frais pharmaceutiques, ainsi que les frais pour appareils d'orthopédie et de prothèse, exposés par les agents et les membres de leur famille se trouvant hors du territoire de la République dans les cas suivants :

- missions officielles pour compte de l'Etat;
- détachement auprès d'un organisme international ou d'un gouvernement étranger;
- disponibilité dans l'intérêt du service conformément à l'article 59 - 3° et 4°.

Chapitre III.- Des frais de funérailles.

ARTICLE 103

Les frais de funérailles de l'agent, de son épouse et de ses enfants entrant en ligne de compte pour l'octroi des allocations familiales, sont à charge du Trésor. Le Ministre de la Fonction Publique ou ses délégués détermine le montant d'intervention du Trésor dans ces frais selon les lieux.

TITRE X.- Des Organismes Consultatifs.

Chapitre I.- Des Commissions administratives et techniques.

ARTICLE 104

Il est institué auprès de chaque Département ministériel une Commission Administrative et Technique comprenant en nombre égal des représentants de l'Administration, désignés par le Chef du Département intéressé, et des Représentants du personnel, élus par les agents parmi les candidats figurant sur des listes présentées par les organisations syndicales reconnues.

ARTICLE 105

Les représentants de l'Administration et ceux du personnel doivent relever du Département auprès duquel est placée la commission. Ils doivent être en activité de service ou dans une position assimilée.

Sont désignés ou élus, auprès de chaque commission administrative et technique, des membres suppléants en nombre égal à celui des membres titulaires. Les membres suppléants doivent

répondre aux mêmes conditions que les membres titulaires et ne peuvent siéger qu'en remplacement de ceux-ci.

ARTICLE 106

L'Administration désigne et le personnel élit auprès de chaque commission administrative et technique deux membres titulaires et deux membres suppléants pour chacune des cinq catégories d'agents.

Les membres des commissions sont désignés ou élus pour une période de deux ans. Leur mandat est renouvelable.

ARTICLE 107

Les commissions administratives et techniques ont, conformément aux dispositions du présent statut une compétence consultative dans les cas suivants :

- 1) admission à titre définitif;
- 2) discipline;
- 3) insuffisance professionnelle;
- 4) rationalisation du travail;
- 5) conditions matérielles du travail.

ARTICLE 108

Les commissions administratives et techniques sont présidées par le Secrétaire Général du Département auprès duquel elles sont placées ou par le fonctionnaire désigné par le Ministre intéressé.

Elles se réunissent sur convocation de leur président, qui fixe l'ordre du jour des séances.

ARTICLE 109

Lorsqu'elles siègent en vue de donner un avis concernant un recours en matière disciplinaire, les commissions administratives et techniques se composent exclusivement de membres revêtus d'un grade égal, équivalent ou supérieur à celui de l'agent faisant l'objet du recours.

Chapitre II.- De la Commission de la Fonction Publique.

ARTICLE 110

Il est institué au siège du Département de la Fonction Publique une commission de la Fonction Publique comprenant en nombre égal des représentants de l'Administration, désignés par ordonnance délibérée en Conseil des Ministres, parmi les fonctionnaires des différents Départements ministériels, et des représentants du personnel élus par les agents parmi les candidats figurant sur des listes présentées par les organisations syndicales reconnues.

ARTICLE 111

Les membres désignés ou élus doivent avoir la qualité d'agent de l'Administration de l'Etat et être en activité de service ou dans une position assimilée.

Sont désignés ou élus, auprès de la commission de la Fonction Publique, des membres suppléants en nombre égal à celui des membres titulaires. Les membres suppléants doivent répondre aux mêmes conditions que les membres titulaires et ne peuvent siéger qu'en remplacement de ceux-ci.

ARTICLE 112

L'Administration désigne et le personnel élit pour composer la commission, deux membres titulaires et deux membres suppléants pour chacune des cinq catégories d'agents.

Les membres de la commission de la Fonction Publique sont désignés ou élus pour une période de deux ans. Leur mandat peut être renouvelé.

ARTICLE 113

La Commission de la Fonction Publique est présidée par le Ministre de la Fonction Publique ou son représentant. Elle se réunit sur convocation de son Président qui fixe l'ordre du jour des séances.

ARTICLE 114

La Commission de la Fonction Publique donne, conformément aux dispositions du présent statut, un avis dans les cas ci-après :

- 1) notation;
- 2) avancement de grade.

ARTICLE 115

Lorsque la Commission de la Fonction Publique siège en vue de donner son avis sur les tableaux d'avancement de grade, elle se compose exclusivement de membres revêtus d'un grade égal, équivalent ou supérieur à celui dont l'avancement est proposé.

En tout état de cause, les membres ayant vocation à être inscrits au tableau d'avancement du cadre dont ils font partie, ne peuvent prendre part aux délibérations.

Chapitre III.- Des dispositions Générales.

ARTICLE 116

Les règles de procédure devant les Commissions administratives et techniques et devant la Commission de la Fonction Publique sont déterminées par le Ministre de la Fonction Publique.

Les avis des Commissions consultatives sont motivés.

ARTICLE 117

Les supérieurs hiérarchiques de l'agent qui a introduit un recours devant une Commission administrative et technique ou devant la Commission de la Fonction Publique, ne peuvent siéger auprès de ces organismes lors de l'examen de ce recours.

ARTICLE 118

L'agent qui a introduit un recours individuel devant une Commission administrative et technique ou la Commission de la Fonction Publique peut se faire défendre devant ces organismes par toute personne mandatée à cet effet. Cette personne peut assister aux délibérations de l'organisme, à l'exception toutefois de la délibération finale.

TITRE XI.- DE LA NOTATION ET DE L'AVANCEMENT.

Chapitre I.- De la Notation.

ARTICLE 119

Chaque année les agents font l'objet d'une notation

reflétant leur valeur professionnelle dans l'emploi correspondant à leur grade et leur aptitude à l'avancement de grade.

Les différents aspects de la valeur professionnelle et de l'aptitude à l'avancement s'expriment en notes chiffrées. Il est procédé dans le bulletin de notation, à deux globalisations des notes chiffrées :

- a) une note chiffrée du mérite exprimant l'ensemble des notes chiffrées relatives à la valeur professionnelle dans le grade;
- b) une note chiffrée globale exprimant l'ensemble de la notation tant pour la valeur professionnelle dans le grade que pour les aptitudes à l'avancement de grade.

Les notes chiffrées sont accompagnées d'un rapport justificatif détaillé.

ARTICLE 120

La notation est obligatoire à l'égard des agents en activité de service ou se trouvant dans une position assimilée à celle-ci, ainsi que pour les agents détachés auprès d'une personne publique territoriale ou d'un Cabinet ministériel.

ARTICLE 121

Le pouvoir de notation appartient aux supérieurs hiérarchiques déterminés par le Ministre de la Fonction Publique.

ARTICLE 122

Le supérieur hiérarchique intervenant au 1er échelon de notation porte les notes chiffrées sur le bulletin et les justifie complètement dans le rapport prévu à l'article 119, dernier alinéa.

Les supérieurs hiérarchiques intervenant ultérieurement dans la notation apposent sur le bulletin les notes chiffrées et complètent le rapport justificatif dans la mesure où ils modifient les notes chiffrées et pour motiver cette modification.

L'autorité intervenant à l'échelon de l'attribution définitive de la notation porte sur le bulletin les notes chiffrées qu'elle se propose d'attribuer.

ARTICLE 123

Le bulletin de notation est remis en copie à l'agent après notation par le supérieur hiérarchique intervenant au 1er échelon de notation et lorsque l'autorité investie du pouvoir de notation définitive a porté sur le bulletin les notes chiffrées qu'elle se propose d'attribuer.

Endéans un délai de huit jours à dater de la réception de la copie du bulletin de notation, l'agent peut introduire un recours contre une ou plusieurs des notes chiffrées qui lui ont été attribuées ou contre les modifications qui ont été apportées aux notes chiffrées par les diverses autorités intervenant dans la notation. Ce recours est adressé au supérieur hiérarchique ou à l'autorité qui a attribué la note incriminée.

ARTICLE 124

Le supérieur hiérarchique auquel un recours est adressé le transmet à l'échelon supérieur de notation avec ses avis et avec ses précisions éventuelles. Les différents supérieurs hiérarchiques étant intervenus dans la notation transmettent le recours, accompagné de leurs avis, à l'autorité chargée d'attribuer définitivement la notation.

Cette autorité groupe les éventuels recours introduits par un même agent et transmet pour avis le ou les recours de chaque agent à l'avis de la Commission de la Fonction Publique.

Après réception de l'avis de cette Commission, l'autorité compétente pour attribuer définitivement la notation, arrête définitivement les notes chiffrées attribuées à l'agent.

ARTICLE 125

Lorsque l'autorité compétente pour attribuer définitivement la notation, est la seule à intervenir dans la procédure de notation, elle adresse à l'intéressé copie du bulletin contenant les notes chiffrées qu'elle se propose d'attribuer, accompagnées du rapport justificatif.

L'agent peut endéans les huit jours à dater de la réception de la copie du bulletin, adresser à l'autorité visée à l'alinéa 1er un recours contre une ou plusieurs des notes chiffrées.

Après recours, l'autorité investie du pouvoir de notation arrête définitivement la notation.

ARTICLE 126

A défaut de recours introduit dans les délais prévus aux articles 123 alinéa 2 et 125 alinéa 2, les notes chiffrées que l'autorité compétente pour attribuer définitivement la notation se proposait d'attribuer, deviennent d'office définitives.

ARTICLE 127

En ce qui concerne les agents qui, en vertu des dispositions de l'article 120, ne doivent pas faire l'objet d'un bulletin de notation, mais qui se trouvent dans une position leur conservant leur droit à l'avancement de grade et de traitement, il leur est appliqué la dernière notation qui leur avait été attribuée avant qu'ils soient placés dans une position ne comportant plus de notation.

Chapitre II. De l'Avancement.

ARTICLE 128

L'avancement comprend l'avancement de traitement et l'avancement de grade..

Section I.- De l'avancement de traitement.

ARTICLE 129

L'avancement de traitement a lieu chaque année. Il est constitué par des augmentations qui s'ajoutent au traitement initial du grade et sont calculées proportionnellement à ce traitement.

Le taux des augmentations annuelles est fonction de la note chiffrée du mérite exprimant la valeur professionnelle de l'agent dans l'emploi correspondant à son grade. Ce taux est fixé comme suit :

Note chiffrée du mérite
(exprimée en pour cent)

Taux d'augmentation calculé
sur le traitement initial

De 90 % et plus
De 81 % à 90 %
De 71 % à 80 %
De 60 % à 70 %

3.5 %
3. %
2.5 %
2. %

ARTICLE 130

L'agent qui a obtenu une note chiffrée du mérite inférieure à 60 p.c. n'obtient aucune augmentation de traitement pendant un an.

ARTICLE 131

La procédure d'insuffisance professionnelle est d'office entamée à l'égard de l'agent qui, trois années successivement, obtient, relativement à sa valeur professionnelle, une note chiffrée du mérite inférieure à 50 p.c.

ARTICLE 132

Les augmentations de traitement sont accordées par le Ministre de la Fonction Publique ou son délégué les 1er janvier et 1er juillet.

L'agent doit compter à l'une de ces dates un an d'ancienneté au point de vue traitement, depuis la nomination, la promotion ou la précédente augmentation annuelle.

Sont incluses dans le temps de l'ancienneté au point de vue traitement :

- 1) les périodes d'activité de service ou assimilées;
- 2) les périodes de détachement;
- 3) la durée de la disponibilité prononcée pour les motifs repris aux articles 59 - 1°, 2°, 4°, 6° et 7° et 60 - 3°;
- 4) la durée de la mise sous les drapeaux.

Section II.- De l'avancement de grade.

ARTICLE 133

Tous les grades des quatre catégories supérieures, ainsi que le grade supérieur de la 5e catégorie, sont des grades de promotion, à l'exception des grades de certains cadres, qui, sont réservés exclusivement aux titulaires de certains diplômes, certificats ou brevets.

ARTICLE 134

Les agents ne peuvent accéder par voie de promotion au grade inférieur des quatre catégories supérieures que s'ils obtiennent le minimum des points requis au concours d'accession à l'un de ces grades et s'y classent en ordre utile dans les limites du quota qui leur a été attribué conformément aux dispositions des articles 21 et 25.

Le concours d'accession à une catégorie déterminée est également obligatoire pour les agents qui obtiennent le diplôme, certificat ou brevet qui leur permettrait s'ils n'étaient agents de l'Etat de participer au concours de recrutement à l'un des grades de cette catégorie.

ARTICLE 135

Les concours d'accession sont annoncés par un avis officiel qui mentionne le nombre d'emplois à pourvoir par cadre et par grade et la date de clôture des inscriptions des candidatures.

Le Ministre de la Fonction Publique règle l'organisation des concours d'accession. Il détermine notamment le programme des épreuves. Ce programme peut être différent de celui des concours de recrutement visés au titre III chapitre I du présent statut. Toutefois les concours d'accession et de recrutement pour un même grade sont organisés dans le même temps et devant le même jury.

ARTICLE 136

Pour pouvoir participer aux concours d'accession prévus à l'article 134, l'agent doit :

- 1) être revêtu soit du grade supérieur de la catégorie inférieure à celle à laquelle il désire accéder, soit du grade intermédiaire de cette catégorie, à condition d'y compter une année d'ancienneté et avoir obtenu une dernière note chiffrée globale au moins égale à 75 p.c., soit du grade inférieur de cette même catégorie mais à la condition d'y compter deux années d'ancienneté et d'y avoir obtenu une dernière note chiffrée globale au moins égale à 90 p.c.

En ce qui concerne l'accès au grade inférieur de la 4e catégorie, l'agent doit être titulaire du grade supérieur de la 5e catégorie ou compter deux ans d'ancienneté dans le grade inférieur de cette catégorie et avoir obtenu, lors de la dernière notation, une note chiffrée globale au moins égale à 90 p.c.

Les conditions d'ancienneté doivent être réalisées à la date de clôture des inscriptions.

- 2) n'avoir, depuis sa dernière notation, fait l'objet d'aucune peine disciplinaire.

Sont dispensés des conditions relatives à la catégorie, à l'ancienneté dans le grade et à la notation prévue au 1) du 1er alinéa, les agents visés à l'article 134 second alinéa.

ARTICLE 137

Les agents qui obtiennent le minimum de points requis et se classent en ordre utile au concours d'accession sont promus à la même date dans leur nouveau grade et y prennent rang d'ancienneté dans l'ordre de leur classement au concours.

En cas de classement identique au concours, le rang des intéressés est déterminé successivement par le grade qui est le leur au moment du concours, par leur ancienneté dans ce grade et par leur âge.

Les dispositions des deux alinéas qui précèdent/également applicables aux agents visés à l'alinéa 134 2e alinéa qui sont ainsi promus au grade inférieur de la catégorie auquel donne droit la réussite du concours et qui seront promus au grade correspondant au niveau du diplôme, certificat ou brevet acquis dans les conditions prévues à l'article 140, alinéa 2 - 3°) et 3.

ARTICLE 138

Lorsqu'en application de l'article 135 alinéa 2, sont nommés à la même date au même grade à la suite de concours organisés en commun, des agents à titre définitif accédant à ce grade par voie de promotion et de nouveaux agents recrutés à ce même grade, l'ancienneté dans le nouveau grade de tous les intéressés est fixée selon le pourcentage des points obtenus au concours d'accession ou de recrutement.

ARTICLE 139

La promotion à un grade autre que ceux spécifiés à l'article 134 s'effectue exclusivement selon l'ordre des tableaux d'avancement définitivement arrêtés conformément aux dispositions de l'article 144.

ARTICLE 140

Chaque année, à la suite de la procédure de notation, le Ministre de la Fonction Publique établit, par cadre et par grade, un tableau d'avancement.

Doivent figurer sur ce tableau tous les agents ayant une vocation à l'avancement de grade, c'est-à-dire les agents titulaires du grade immédiatement inférieur à celui à conférer et justifiant :

- 1°) d'un minimum d'ancienneté de trois années dans le grade, d'une moyenne de notation globale pour les trois dernières années au moins égal à 70 p.c. et d'une dernière note chiffrée globale au moins égale à 75 p.c.
- 2°) ou de deux années d'ancienneté dans le grade, mais d'une moyenne de notation globale dans le grade au moins égale à 85 p.c. et d'une dernière note chiffrée globale au moins égale à 90 p.c.
- 3°) ou de la possession d'un diplôme, certificat ou brevet leur permettant s'ils n'étaient déjà agents de l'Etat d'être admissible, par voie de recrutement, au grade à conférer, et en outre, postérieurement à l'acquisition de ce titre, d'une note chiffrée globale au moins égale à 70 p.c.

Les agents justifiant des conditions fixées au 3° ci-dessus ont également une vocation à l'avancement au grade supérieur de deux échelons à celui dont ils sont revêtus pour autant que ces deux grades fassent partie de la même catégorie.

ARTICLE 141

Les tableaux d'avancement sont établis en vue de la réalisation des mouvements de promotion de l'année qui suit leur établissement.

Les conditions d'ancienneté dans le grade requises à l'article 140 doivent être réunies au cours de l'année suivant l'établissement des tableaux.

Les tableaux d'avancement mentionnent la date à laquelle les conditions d'ancienneté sont réunies.

ARTICLE 142

En vue de départager dans l'établissement des tableaux d'avancement, les agents ayant une vocation à l'avancement de grade, il est tenu compte successivement et dans un ordre de valeur décroissant des critères ci-après :

- 1) la note chiffrée globale de l'année;
- 2) les éléments justificatifs du rapport accompagnant les notes chiffrées;
- 3) la moyenne des notes chiffrées globales des deux années antérieures;
- 4) l'ancienneté dans le grade;
- 5) l'âge.

ARTICLE 143

Le Ministre de la Fonction Publique soumet, pour avis, les tableaux d'avancement à la Commission de la Fonction Publique.

Les tableaux doivent être transmis à celle-ci accompagnés des bulletins de notation définitivement établis.

ARTICLE 144

Après avis de la Commission de la Fonction Publique, les tableaux d'avancement sont définitivement arrêtés par le Comité interministériel compétent.

ARTICLE 145

Les promotions sont accordées au 1er janvier et au 1er juillet.

Elles sont octroyées dans les limites des cadres budgétaires annuels. Ceux-ci sont distincts des cadres organiques.

Est interdite toute promotion n'ayant pas pour objet exclusif de pourvoir régulièrement à une vacance.

Le commissionnement d'un agent à un emploi inférieur à celui correspondant à son grade rend vacant l'emploi précédemment occupé par cet agent.

ARTICLE 146

Lorsque l'avancement de grade s'effectue en fonction des tableaux d'avancement, ne peuvent être promus que les agents classés en ordre utile dans les tableaux d'avancement définitivement arrêtés. Les promotions sont réalisées à l'occasion d'un des mouvements de promotion prévus à l'article 145, lorsque l'agent réunit les conditions d'ancienneté déterminées à l'article 140. Son ancienneté dans le nouveau grade prend cours à la date de ce mouvement de promotion, selon l'ordre du tableau d'avancement arrêté.

ARTICLE 147

Si, lors du mouvement du 1er juillet, de nouveaux emplois sont devenus vacants, ces emplois sont pourvus, éventuellement dans les limites des quotas réservés aux agents par voie d'avancement de grade, par la promotion à cette date des agents classés utilement selon l'ordre du tableau d'avancement.

ARTICLE 148

Sont incluses dans l'ancienneté de grade exigée aux articles 136 et 140, les périodes :

- d'activité de service et assimilées;
- de détachement;
- de disponibilité décidée pour l'un des motifs visés aux articles 59 - 1^o, 2^o, 6^o et 7^o et 60 - 3^o et, dans les conditions déterminées à l'article 65-5), pour les motifs prévus à l'article 59-3^o et 4^o;
- de mise sous les drapeaux.

ARTICLE 149

Si, entre le moment où l'agent s'est classé en ordre utile au concours d'accès ou est inscrit définitivement en ordre utile au tableau d'avancement et la date de l'acte de promotion, une action disciplinaire est ouverte à sa charge, la réalisation de la promotion est tenue en suspens.

Si l'action est clôturée par la peine de l'avertissement ou du blâme, la promotion est retardée de six mois. Ce retard est porté à un an si la peine infligée est celle du retard d'avancement de traitement ou le déplacement, et à deux ans si la peine prononcée est supérieure au déplacement. Ce retard est calculé par rapport à la date à laquelle la promotion aurait eu lieu à défaut de l'ouverture de l'action disciplinaire.

Lorsque celle-ci se clôture sans infliction d'une peine, la promotion est réalisée avec effet à la date à laquelle elle devait avoir lieu initialement.

ARTICLE 150

Les promotions aux grades des deux premières catégories sont accordées par ordonnance du Président de la République conformément aux dispositions des articles 133 à 149.

Les promotions aux grades des trois catégories inférieures sont, conformément aux mêmes dispositions, accordées par le Ministre de la Fonction Publique.

ARTICLE 151

L'octroi d'une promotion de grade donne droit au traitement initial du grade conféré. Si l'agent jouit d'un traitement

égal ou supérieur à celui que donne l'avancement de grade ou si, à défaut de la promotion et au moment de celle-ci, il eût bénéficié, dans son ancien grade, d'un traitement égal ou supérieur à l'initial du grade conféré, il lui est octroyé une bonification comportant le nombre d'augmentations annuelles nécessaires pour atteindre, dans le nouveau grade, un traitement immédiatement supérieur à celui qu'il a acquis dans l'ancien grade ou qu'il aurait acquis à défaut de promotion.

Le taux de ces augmentations annuelles est de 3 pour cent.

ARTICLE 152

Le Ministre de la Fonction Publique a délégation pour établir les autres règles relatives à l'avancement de traitement et de grade.

Il règle également l'application des dispositions des articles 129 à 151 par voie d'arrêté.

TITRE XII.- DU REGIME DISCIPLINAIRE.

ARTICLE 153

Les peines disciplinaires sont, suivant la gravité des fautes :

- 1) l'avertissement;
- 2) le blâme;
- 3) le retard d'avancement de traitement d'une année au maximum;
- 4) le déplacement par mesure disciplinaire. Cette peine prive l'intéressé du bénéfice de tous les avantages, autres que les frais de déplacement, qui seraient accordés aux agents en mutation dans l'intérêt du service;
- 5) l'exclusion temporaire avec maximum de trois mois. Cette peine entraîne la privation de toute rémunération, mais maintient le droit aux indemnités familiales;
- 6) la révocation.

ARTICLE 154

La révocation des agents des deux premières catégories est prononcée par le Président de la République.

Sous réserve des dispositions du premier alinéa, le pouvoir disciplinaire est exercé par le Chef du Département auquel l'agent est attaché ou, par délégation du Ministre, par le Secrétaire Général. Les Chefs des Départements peuvent désigner les fonctionnaires auxquels ils délèguent le pouvoir d'infliger au personnel sous leurs ordres tout ou partie des peines disciplinaires reprises à l'article 153 - 1) à 4).

Les peines de l'avertissement et du blâme peuvent toujours être infligées par le chef hiérarchique de l'agent occupant au moins l'emploi de chef de bureau ou équivalent.

Le pouvoir disciplinaire est attaché à la fonction.

ARTICLE 155

Tout agent investi à un degré quelconque par le Chef du Département du pouvoir disciplinaire, a qualité, pour ouvrir, à charge d'un membre du personnel sous ses ordres, la procédure disciplinaire.

Il peut agir d'office ou sur réquisition de ses supérieurs hiérarchiques. Si la peine qu'il se propose d'infliger

dépasse ses pouvoirs, il transmet, par la voie hiérarchique, le dossier disciplinaire à l'autorité compétente.

ARTICLE 156

La procédure en matière disciplinaire est écrite.

Aucune pièce ne peut être employée contre un agent sans qu'elle lui ait été notifiée.

Aucune peine ne peut être prononcée, ni même proposée, sans que l'agent ait connaissance des griefs articulés contre lui et ait été mis dans la possibilité de se justifier.

ARTICLE 157

L'agent à charge de qui une action disciplinaire est ouverte est avisé de la décision clôturant cette action sans infliction de sanction ou de la peine que l'autorité compétente se propose de prononcer.

Dans un délai de quinze jours à dater de la notification de la proposition de peine, l'agent peut introduire un recours.

Si la peine ne peut être prononcée que par l'autorité qui l'a proposée, le recours est introduit auprès de cette autorité.

Dans les autres cas, le recours est introduit auprès de l'autorité supérieure à celle qui a proposé la peine.

ARTICLE 158

Le recours, accompagné de toutes les pièces de la procédure disciplinaire, est soumis d'office pour avis à la Commission administrative et technique compétente.

Après avis de cette Commission, l'autorité saisie du recours se prononce définitivement. Elle peut lever, réduire, confirmer ou aggraver la sanction dans les limites des pouvoirs disciplinaires dont elle dispose.

ARTICLE 159

Les décisions de peine disciplinaire sont versées au dossier individuel de l'agent.

Toute peine disciplinaire prononcée à charge d'un agent lui est notifiée par la voie hiérarchique et fait l'objet d'une inscription à son dossier de notation.

L'autorité qui a infligé la peine est tenue d'en aviser immédiatement le Ministre de la Fonction Publique.

ARTICLE 160

L'agent poursuivi pour faute grave devant un tribunal répressif est suspendu de ses fonctions, sans droit à traitement, jusqu'à intervention du jugement définitif.

La décision du tribunal ne lie pas l'autorité investie du pouvoir disciplinaire. Toutefois, la clôture de l'action disciplinaire est différée jusqu'au prononcé du jugement définitif.

Pendant la durée de la suspension de fonction la famille de l'agent perçoit les indemnités familiales et bénéficie des avantages sociaux, attachés à la qualité de chef de famille.

Lorsque l'agent incriminé bénéficie d'un non-lieu ou si la peine clôturant l'action disciplinaire est inférieure à l'exclusion temporaire, il perçoit l'intégralité du traitement retenu pendant sa suspension.

ARTICLE 161

La révocation est prononcée d'office à charge de l'agent qui a fait l'objet d'une condamnation définitive pour une infraction punissable de plus de trois mois de servitude pénale.

ARTICLE 162

Le Ministre dont relève l'agent frappé d'une peine disciplinaire autre que la révocation, peut sur la demande de l'intéressé prononcer la radiation de cette peine. Cette radiation ne sera prononcée que si la bonne conduite de l'agent justifie cette mesure et si un délai de trois ans s'est écoulé depuis le moment où la faute ayant fait l'objet de la sanction a été commise.

En ce cas, aucune trace de la sanction prononcée ne subsiste dans le dossier de l'agent mais les effets de la peine subsistent en ce qui concerne l'avancement et la supputation des services.

ARTICLE 163

A l'exception de celles fixées par la présente ordonnance, les règles de procédure disciplinaire sont arrêtées par le Ministre de la Fonction Publique.

TITRE XIII.- DE LA CESSATION DEFINITIVE DES SERVICES.

ARTICLE 164

La cessation définitive des services, entraînant la perte de la qualité d'agent de l'Etat, résulte :

- 1) de la démission régulièrement acceptée ou d'office;
- 2) du licenciement;
- 3) de la révocation;
- 4) de la mise à la retraite par fin de carrière normale ou réduite;
- 5) de l'inaptitude physique au service.

Chapitre I.- De la démission.

ARTICLE 165

La démission ne peut résulter que d'une demande écrite de l'agent marquant sa volonté non équivoque et inconditionnel de quitter définitivement l'Administration.

La démission doit être acceptée par l'autorité investie du pouvoir de nomination. Toutefois à défaut d'acceptation expresse par cette autorité endéans le délai de quarante-cinq jours à partir de la date du dépôt de la demande, la démission est censée être acceptée et produit ses effets à l'expiration de ce délai.

Si l'agent est sous le coup d'une poursuite disciplinaire, la démission ne peut être acceptée ou produire ses effets aussi longtemps que la procédure disciplinaire n'est pas définitivement clôturée.

Jusqu'à notification de l'acceptation, expiration du délai de 45 jours prévu ci-dessus ou clôture de l'action disciplinaire, l'agent est tenu de continuer à assurer son service.

L'agent qui cesse ses fonctions en contravention aux dispositions de l'alinéa précédent est révoqué.

ARTICLE 166

Est démis d'office l'office/^{l'agent} qui cesse de remplir une des conditions énumérées à l'article 18 - 1) et 3).

Cette démission produit ses effets à dater du jour où l'intéressé cesse de remplir l'une de ces conditions.

ARTICLE 167

La démission est en cas d'acceptation expresse prononcée et, dans tous les autres cas, constatée par ordonnance du Président de la République en ce qui concerne les agents des deux catégories supérieures et par arrêté du Ministre de la Fonction Publique en ce qui concerne le personnel des autres catégories.

Chapitre II.- Du licenciement.

ARTICLE 168

Le licenciement d'office est prononcé dans le cas visé à l'article 61.

ARTICLE 169

Le licenciement peut, après avis de la Commission administrative et technique compétente, être prononcé à l'égard de l'agent :

- 1) qui se trouve dans le cas visé à l'article 131;
- 2) qui, dans l'emploi correspondant à son grade, fait preuve d'une insuffisance professionnelle manifeste.

Le licenciement est prononcé si l'agent ne peut être transféré dans un autre cadre et s'il ne remplit pas les conditions requises pour être admis à la retraite.

ARTICLE 170

L'agent licencié pour l'un des motifs repris à l'article 169 bénéficie d'une indemnité égale à un mois de son traitement d'activité par année de service sans que cette indemnité puisse dépasser six mois de traitement.

ARTICLE 171

Le licenciement est prononcé par l'autorité investie du pouvoir de nomination au grade dont est revêtu l'agent à licencier.

Chapitre III.- De la mise à la retraite.

ARTICLE 172

Les agents sont mis à la retraite :

- 1) à la date à laquelle ils atteignent l'âge de cinquante-cinq ans;
- 2) dans les cas visés aux articles 61 et 169 lorsqu'ils peuvent faire valoir leurs droits à la retraite conformément aux dispositions de l'article 173.

ARTICLE 173

Les agents sont admis à faire valoir par anticipation leurs droits à la retraite dès qu'ils comptent quarante-cinq ans d'âge et vingt ans de carrière.

D'autre part, le Président de la République en ce qui concerne les agents des deux catégories supérieures et le Ministre de la Fonction Publique en ce qui concerne les agents des au-

tres catégories, ont la faculté de mettre fin à la carrière des agents dès que ceux-ci remplissent les conditions d'âge ou de carrière prévues à l'alinéa 1er.

ARTICLE 174

La mise à la retraite est prononcée par l'autorité ayant pouvoir de nomination au grade dont l'agent est revêtu.

ARTICLE 175

Sont compris dans la carrière des agents :

- 1) le temps passé dans la position d'activité de service et les positions assimilées, soit les missions, les congés et la suspension d'activité de service;
- 2) le temps passé dans la position de détachement;
- 3) le temps passé dans la position de disponibilité pour les motifs repris aux articles 59 - 1^o, 2^o, 3^o, 4^o, 6^o et 7^o et 60 - 3^o;
- 4) le temps passé dans la position "sous les drapeaux".

Chapitre IV.- De l'inaptitude physique.

ARTICLE 176

L'inaptitude physique pour cause de maladie ou d'infirmités graves et permanentes est constatée sur avis d'une Commission médicale.

Dans les quinze jours qui suivent la notification de l'avis de la Commission médicale, l'agent intéressé et l'autorité chargée de constater l'inaptitude peuvent soumettre le cas à l'avis d'une Commission médical d'appel. Celle-ci se prononce endéans les deux mois suivant la demande en revision.

Lorsque le délai de quinze jours depuis la notification de l'avis de la Commission médicale est expiré ou lorsque la Commission médicale d'appel s'est prononcée, l'autorité investie du pouvoir de nomination au grade dont l'agent intéressé est revêtu, constate l'inaptitude physique et relève l'agent de ses fonctions. Ce dernier bénéficiera en ce cas d'une pension conformément à la législation en la matière.

ARTICLE 177

La composition de la Commission médicale et de la Commission médicale d'appel est arrêté par le Ministre de la Fonction Publique sur proposition du Ministre de la Santé Publique.

Le fonctionnement des deux Commissions est déterminé par un arrêté conjoint des Ministres de la Fonction Publique et de la Santé Publique.

TITRE XIV.- DE L'INTEGRATION.

Chapitre I.- De l'intégration des agents provinciaux
dans les cadres des agents de l'Etat.

ARTICLE 178

Le Ministre de la Fonction Publique est compétent, pour décider, après consultation du ou des Chefs de Département intéressés par la demande d'intégration, de l'opportunité d'admettre, par voie d'intégration, un agent provincial dans les cadres des agents de l'Etat.

Il n'est consenti à l'intégration que pour autant que la demande soit conforme aux conditions de fond et de forme imposées par l'ordonnance fixant les règles générales auxquelles doivent se conformer le statut des agents provinciaux ainsi qu'à l'intérêt des services de l'Etat; en outre un emploi doit être vacant dans les cadres des agents de l'Etat.

ARTICLE 179

L'intégration est réalisée par arrêté du Ministre de la Fonction Publique.

A dater du jour où l'intéressé est nommé à titre définitif en qualité d'agent de l'Etat, il est soumis aux seules dispositions du présent statut.

Il conserve le grade dont il était revêtu dans le cadre des agents provinciaux et le traitement qu'il avait acquis dans ce grade.

ARTICLE 180

La durée de la carrière accomplie par l'agent intégré en qualité d'agent provincial est incluse dans sa carrière d'agent de l'Etat.

L'intéressé conserve son ancienneté dans le grade, sauf si l'intégration implique un changement de cadre. En ce cas, elle entraîne la perte de l'ancienneté acquise dans le grade en qualité d'agent provincial et ne peut être réalisée que si l'intéressé possède les titres requis pour l'accès dans le nouveau cadre.

ARTICLE 181

L'agent intégré conformément aux articles 178 à 180 peut participer aux concours d'accession et figurer au tableau d'avancement de grade. Toutefois, sa promotion éventuelle sera retardée d'un an par rapport à la date à laquelle il aurait été promu en application des dispositions des articles 133 à 152.

Chapitre II.- De l'intégration des agents de l'Etat
dans les cadres des agents provinciaux.

ARTICLE 182

Tout agent de l'Etat a le droit de solliciter son intégration dans les cadres des agents provinciaux.

L'exercice de ce droit est toutefois conditionné par les règles ci-après :

- 1) l'intéressé doit avoir accompli en qualité d'agent de l'Etat trois années au moins dans la position d'activité de service ou dans une position assimilée.
- 2) l'intéressé ne peut, au cours de sa carrière, avoir usé antérieurement du droit reconnu à l'alinéa 1).
- 3) la demande doit être agréée par l'autorité provinciale compétente.

ARTICLE 183

L'exercice du droit reconnu à l'agent par l'article 182 est suspendu dans les cas et selon les conditions précisées ci-après :

- lorsque le déficit du cadre auquel appartient l'intéressé atteint 5 p.c.

En ce cas, l'autorité compétente peut surseoir à consentir à la demande jusqu'à ce que le déficit du cadre soit ramené en-deça de 5 p.c.

.../...

-- lorsque les nécessités de service s'opposent momentanément au départ de l'agent.

En ce cas, il peut être sursis à la demande mais pour une période de trois mois au maximum.

ARTICLE 184

Les règles de procédure concernant l'application de l'alinéa 1) de l'article 182 sont déterminées par arrêté du Ministre de la Fonction Publique.

TITRE XV.- DISPOSITIONS FINALES ET TRANSITOIRES.

ARTICLE 185

Sont agents de l'Etat et soumis aux dispositions du présent statut, les agents des cadres des administrations de l'Etat qui, à la date d'entrée en vigueur de la présente ordonnance, sont en service dans les départements ministériels du Gouvernement Central ou affectés dans les services extérieurs de ces départements.

Toutefois l'intégration des intéressés dans les cadres des agents de l'Etat ne revêtira un caractère définitif que lorsqu'il aura été procédé à la répartition de l'ensemble du personnel des cadres des administrations de l'Etat selon les besoins des diverses administrations, centrale et provinciales.

ARTICLE 186

Les agents intégrés dans les cadres des agents de l'Etat en vertu des dispositions de l'article 185, peuvent par dérogation à l'article 182, demander l'application à leur égard de ce dernier article avant l'expiration du délai de trois ans. Toutefois, l'exercice de ce droit peut être suspendu aussi longtemps que les nécessités du service l'exigent.

Le bénéfice des dispositions du 1er alinéa doit être sollicité endéans les trois mois qui suivent la date de promulgation de la présente ordonnance.

ARTICLE 187

En ce qui concerne les cadres nouveaux, la détermination des conditions suivant lesquelles les agents visés à l'article 185 sont rattachés à ces cadres est fixée par ordonnance du Président de la République.

ARTICLE 188

Les dénominations de grades des agents visés à l'article 185 sont modifiées conformément au tableau IV annexé à la présente ordonnance.

ARTICLE 189

Les traitements acquis en vertu des dispositions statutaires antérieures par les agents visés à l'article 185 sont majorés dans une proportion identique à celle affectant le taux initial du traitement par rapport au taux du traitement global déterminé par l'ordonnance n° 33 du 21 avril 1961.

ARTICLE 190

Les grades de Secrétaire Provincial et de Directeur Provincial, dont sont revêtus les agents visés à l'article 185, sont respectivement transposés aux grades de Directeur et de Sous-Directeur. Les intéressés conservent leur traitement acquis à titre personnel.

ARTICLE 191

Les anciens commis auxiliaires de complément qui ont été admis sous statut au grade de commis en vertu de l'ordonnance n°14 du 23 février 1961 et dont les traitements ont, conformément à l'ordonnance n°33 du 21 avril 1961, été transposés aux taux de 74.880, 71.960, 68.640, 65.520 et 62.400 francs, sont à la date d'entrée en vigueur de la présente ordonnance, régis par les dispositions ci-après :

- 1° leur grade est, au même titre que celui des autres agents revêtus du grade de commis, transposé au grade de commis adjoint;
- 2° leur traitement est fixé respectivement aux taux de 79.200, 75.900, 72.600, 69.300 et 66.000 francs;
- 3° les agents auxquels sont octroyés des traitements de 79.200 et 75.900 francs bénéficient du traitement initial de 82.500 frs. Lorsqu'ils ont accompli deux années dans la position d'activité de service ou une position assimilée et obtenu une dernière note chiffrée globale égale ou supérieure à 60 p.c.
- 4° selon les mêmes conditions d'ancienneté et de notation, les agents auxquels sont attachés un traitement 66.000, 69.300 ou 72.600 francs bénéficient respectivement du traitement de 69.300, 72.600 ou 75.900 francs.

La condition d'ancienneté fixée aux 3° et 4° ci-dessus est réduite à un an si l'agent obtient une note chiffrée globale d'au moins 90 p.c.

- 5° Les intéressés ne participent pas à l'avancement de traitement; ils participent, au même titre que les autres agents du grade inférieur de la 4° catégorie, à l'avancement de grade dans les conditions fixées par les articles 134 à 138 du présent statut, mais non à l'avancement de grade organisé par les articles 139 et suivants.

ARTICLE 192

Les personnes engagées par contrat depuis le 1er juillet 1960 en qualité de commis auxiliaire et d'huissier et en service dans les départements ministériels du Gouvernement Central peuvent être admises sous statut dans les conditions prévues aux articles 17 à 28.

Si elles sont ainsi admises dans les cadres des agents de l'Etat, elles sont nommées respectivement aux grades de commis auxiliaire principal ou de commis auxiliaire, ou à des grades équivalents.

Le temps passé sous contrat en l'une des qualités précisées à l'alinéa 1er compte dans le calcul de leur carrière.

A la date de leur nomination sous statut, le traitement acquis par les intéressés est majoré dans la proportion déterminée à l'article 189.

ARTICLE 193

Les dispositions contenues à l'article 192 sont également applicables aux personnes engagées par contrat depuis le 1er juillet 1960 et chargées dans les services des Départements ministériels de fonctions supérieures à celles de commis auxiliaires. L'admission sous statut des intéressés s'effectue selon les dispositions générales concernant le recrutement.

ARTICLE 194

Les agents qui, entre le 1er juillet 1960 et la date de promulgation de la présente ordonnance, ont été recrutés sous statut à un grade inférieur à celui auquel, en vertu de leurs ti-

tres, ils pourraient avoir accès conformément au tableau-annexe II bénéficient d'une transposition de grade selon les dispositions de ce tableau.

Leur ancienneté dans le nouveau grade est fixé à la date de leur recrutement dans le grade transposé et leur traitement est recalculé, à la même date, en fonction de cette transposition.

L'initial de ce traitement est fixé conformément aux dispositions statutaires applicables avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance et à partir du 1er avril 1963, conformément aux dispositions du présent statut. L'initial du traitement attaché au nouveau grade est majoré dans la proportion déterminée à l'article 189.

Les mêmes mesures sont appliquées à l'égard des agents recrutés sous statut à un grade inférieur à celui auquel ils pourraient avoir accès en vertu d'un arrêté du Ministre de la Fonction Publique pris en application des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 19 et complétant le tableau-annexe II, pour autant que les intéressés aient été recrutés entre le 1er juillet 1960 et la date de promulgation de la présente ordonnance.

ARTICLE 195

Les reliquats de congés annuels à octroyer en vertu des dispositions statutaires antérieures peuvent être cumulés postérieurement à la date d'entrée en vigueur du présent article, avec les congés annuels calculés conformément aux articles 43 et 44.

ARTICLE 196

Par dérogation à l'article 172 - 1) peuvent être mis à la retraite lorsqu'ils comptent trente ans de carrière, les agents visés à l'article 185 pour lesquels la durée de la carrière était fixée à trente ans, en vertu de l'article 11 de l'arrêté royal du 11 février 1959 portant des mesures transitoires concernant les anciens agents auxiliaires de l'Administration d'Afrique en service à la date du 31 Décembre 1958.

ARTICLE 197

Par dérogation aux dispositions relatives à l'avancement de grade, les mesures transitoires de nomination aux grades de 1e et 2e catégorie, instituées par les ordonnances numéros 57 du 17 juillet 1961 et 91 du 19 juin 1962, restent d'application.

ARTICLE 198

Jusqu'à ce que fonctionnent les organismes de représentation du personnel, les peines de l'avertissement et du blâme peuvent être prononcées définitivement; toute procédure disciplinaire ne se clôturant pas par l'une de ces peines sera tenue en suspens jusqu'à ce que fonctionnent les dits organismes.

ARTICLE 199

Les agents visés à l'article 185 qui, à la date d'entrée en vigueur de la présente ordonnance, sont en suspension d'activité de service pour participer à la vie syndicale, peuvent, par dérogation aux dispositions du titre V du présent statut, être maintenus dans cette position et bénéficier des avantages qu'elle comporte, jusqu'au 31 Décembre 1963.

Jusqu'à cette date, les intéressés ont la faculté de solliciter leur rappel en activité de service.

ARTICLE 200

Les agents visés à l'article 185 bénéficient d'une indemnité compensatoire d'antériorité pour autant que leur soient allouées antérieurement à la date d'entrée en vigueur de la présente ordonnance et dans les conditions prévues à l'arrêté royal du 13 janvier 1959 portant statut des agents de l'Administration, des indemnités familiales pour enfants.

.../...

Le taux de cette indemnité est fixé mensuellement comme suit :

- 250 francs par enfant pour les cinq premiers enfants
- 400 francs par enfant à partir du sixième enfant

Il n'est tenu compte que des enfants nés avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

Lorsqu'un enfant ne donne plus lieu, en vertu des dispositions de l'arrêté royal du 13 janvier 1959, à l'attribution de l'indemnité familiale, le montant global de l'indemnité compensatoire est amputé à concurrence de la portion d'indemnité à laquelle cet enfant donnait droit. La réduction est appliquée à dater du 1er du mois suivant celui au cours duquel s'est produit l'évènement entraînant la perte d'attribution de l'indemnité.

L'indemnité compensatoire d'antériorité est payée par mois, en même temps que le traitement.

ARTICLE 201

A la date d'entrée en vigueur de la présente ordonnance, les traitements ne sont affectés d'aucun coefficient d'ajustement.

ARTICLE 202

Sont abrogés :

- l'arrêté royal du 13 janvier 1959, portant statut des agents de l'Administration d'Afrique ainsi que les textes qui l'ont modifié ou complété et notamment les ordonnances n°.14 du 23 février 1961, n°.33 du 21 avril 1961, n°.34 du 21 avril 1961, n°.69 du 22 août 1961 et n°.92 du 7 mai 1962.
- l'arrêté royal du 11 février 1959 portant des mesures transitoires concernant les anciens agents auxiliaires de l'administration d'Afrique en service à la date du 31 décembre 1958.
- les dispositions de l'arrêté royal du 15 janvier 1957, portant statut syndical du personnel de l'Administration, qui sont incompatibles avec celle de la présente ordonnance.

ARTICLE 203

La présente ordonnance sort ses effets le 1er juillet 1963, à l'exception :

- 1° de l'article 52 - 2) qui produit ses effets le 1er juillet 1960
- 2° des articles 68, 74, 77 et 200, ainsi que les tableaux annexes auxquels ces articles renvoient qui produisent leurs effets au 1er avril 1963.

Dans tous les cas les agents visés à l'article 185 conservent le bénéfice des traitements et indemnités qui leur auront été régulièrement liquidés, à la date de promulgation de la présente ordonnance, en vertu des dispositions abrogées par l'article 202.

ARTICLE 204

Le Ministre de la Fonction Publique est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Fait à Léopoldville, le 13 juillet 1963

Pour copie certifiée
conforme,
Le Chef de Cabinet
de la Fonction Publique
...NGONGO,

Le Président de la République

J. KASA-VUBU

Par le Président de la République
Le Ministre de la Fonction Publique
A. KABANGI.